



C_2016_132

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Animation Economique et
Touristique

L'an deux mille seize, le trois novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Ouvertures
dominicales année
2017 -
Dérogations/Loi
Macron**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Le repos dominical et hebdomadaire institué par la loi du 13 juillet 1906 en faveur des salariés de l'industrie et du commerce, est la règle. Ce principe est réaffirmé avec la loi Mallié du 10 août 2009.

Toutefois, cette règle connaît des dérogations. En outre, la "loi Macron" n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015 a assoupli les règles du repos dominical et en soirée (après 21h) dans les commerces.

Le principe général de la "loi Macron" est le suivant :

- Un nombre limité de dimanches travaillés dans l'année. Depuis le 1er janvier 2016, le maire peut supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de 12 dimanches par an.
- Une programmation annuelle des dimanches travaillés où le maire a obligation d'arrêter la liste des dimanches de l'année N, avant le 31 décembre de l'année N-1.
- Une dérogation municipale visant exclusivement les commerces de détail où les marchandises sont vendues au détail au public.
- Une dérogation à un caractère collectif qui doit impérativement profiter à la branche commerciale toute entière par commune.
- Seuls les 5 premiers dimanches sont sous l'autorité seule du maire après consultations préalables.
- Au-delà de ces 5 dimanches, le maire doit solliciter l'avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre.


Par ailleurs, des dispositions particulières sont accordées aux établissements de vente de détail alimentaire de plus de 400 m² où les jours fériés légaux travaillés (sauf le 1er mai obligatoirement chômé) viennent en déduction de la liste des 12 dimanches du maire dans la limite de 3 par an.

Compte tenu des demandes des commerces de détail exprimées en 2016 auprès de plusieurs communes de la Dracénie, il est proposé que la Communauté d'Agglomération Dracénoise émette un avis favorable au calendrier des dimanches 2017 figurant au tableau ci-joint annexé.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Développement économique et numérique réunie le 19 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à émettre un avis favorable au calendrier des dimanches 2017 figurant au tableau ci-joint annexé, afin de permettre les ouvertures exceptionnelles des commerces de détail de la Dracénie 12 dimanches maximum en 2017.

ANNEXE

Envoyé en préfecture le 09/11/2016
 Reçu en préfecture le 09/11/2016
 Affiché le 
 ID : 083-248300493-20161103-C_2016_132-DE

Commune	Commerce demandeur	Activités	Nombre de dimanches	Dimanches dérogatoires sollicités
DRAGUIGNAN	Hypermarché CARREFOUR	Alimentaires principalement	9	09, 16, 23 et 30 juillet 2017 06, 13 et 20 août 24 et 31 décembre
	Commerces de proximité	Habillement, chaussures, parfumerie, bijouterie, coiffure, jouets, puériculture, téléphonie, aménagement de la maison, presse, librairie, maroquinerie, fleuriste, etc.	9	15 janvier 2017 19 février 02 juillet 13 août 03, 10, 17, 24 et 31 décembre
	INTERSPORT de + 400 m ²	Equipements et matériels de sport	12	15 janvier 2017 02, 09, 16, 23 et 30 juillet 06 et 13 août 03, 10, 17 et 24 décembre
LORGUES	INTERMARCHE	Alimentaires principalement	10	02, 09, 16, 23 et 30 juillet 2017 06, 13, 20 et 27 août 24 décembre
LE MUY	Supermarché CASINO	Alimentaires principalement	9	02, 09, 16, 23 et 30 juillet 2017 06, 13, 20 et 27 août
LES ARCS SUR ARGENS	Centre commercial SUD DRACENIE (hyper + galerie)	Commerce et réparation automobiles, services de restauration. Alimentaires principalement, articles de sports, habillement, chaussures, maroquinerie et articles de voyage, parfumerie et produits de beauté, fleurs et plantes, horlogerie et bijouterie, optique et autres commerces de détail spécialisés divers (décoration), contrôle technique automobile, clés, cordonnerie réparation chaussures et articles et cuir, coiffure et soin de beauté	12	02, 16, 23 et 30 juillet 2017 06 et 13 août 03 septembre 03, 10, 17, 24 et 31 décembre
SALERNES	Supermarché CASINO	Alimentaires principalement	12	16 avril 2017 28 mai

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

02, 08, 16, 23 et 30 juillet 2017
06, 13, 20 et 27 août 2017
24 décembre

	Commerces de proximité	Commerce de détail alimentaire et non alimentaire	7	01 janvier 2017 16 avril 28 mai 04 et 18 juin 24 et 31 décembre
TRANS EN PROVENCE	Hypermarché CARREFOUR + galerie	Alimentaires principalement Restauration, équipement de la personne, équipement du ménage, culture/cadeaux/loisirs, beauté et santé, services marchands et non marchands	9	08 et 15 janvier 2017 02 juillet 26 novembre 03, 10, 17, 24 et 31 décembre
	CASA	Commerce de détail de meubles	12	15 et 22 janvier 2017 21 mai 02 juillet 27 août 03 septembre 19 et 26 novembre 03, 10, 17 et 24 décembre
	LA HALLE AUX CHAUSSURES	Commerce de détail de la chaussure	12	08 et 15 janvier 2017 02 juillet 27 août 03 et 10 septembre 26 novembre 03,10, 17, 24 et 31 décembre
	LA HALLE MODE ET ACCESSOIRES	Commerce de détail de vêtements et accessoires	9	08 et 15 janvier 2017 02 juillet 26 novembre 03, 10, 17, 24 et 31 décembre
	DECATHLON	Equipements et matériels de sports	8	09,16, 23, 30 juillet 2017 06 et 13 août 17 et 24 décembre
	GEMO	Commerce de détail vêtements et chaussures	9	08 et 15 janvier 2017 02 juillet 26 novembre 03, 10, 17, 24 et 31 décembre

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

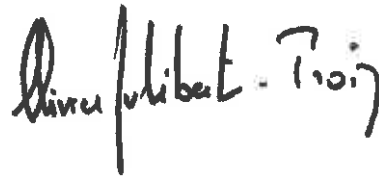
Affiché le

ID : 083-248300493-20161103-C_2016_132-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour
1 abstention(s) :
Jacques LECOINTE
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.